

SUISSE : La Suisse, une terre d'accueil pour les proches de Kim Jong-il

Date de parution: Vendredi 12 août 2005
Auteur: Ron Hochuli

COREE DU NORD. Le clan du dictateur de Pyongyang aime les écoles et le luxe helvétiques. Berne, de son côté, continue d'apporter une aide considérable à un pays ravagé par plus de dix ans de famine.

Et si la paranoïa poussait Kim Jong-il à se réfugier en Suisse? Face à la crainte d'un renversement de son régime, le tyran nord-coréen aurait déjà tout prévu, y compris sa propre fuite. Une autre option verrait le dictateur s'établir en Russie – son pays de naissance. Enfin, le «cher leader» et une partie de son clan ont également songé à s'exiler, sous une fausse identité, aux Etats-Unis. Ces scénarios, révélés par le magazine sud-coréen Monthly Chosun, ont été repris à son compte par le spécialiste de l'Institut d'études coréano-américaines (ICAS) David Scofield.

Aux yeux du chercheur, une menace sur le régime de Kim Jong-il se révèle pour l'heure purement hypothétique, même si les foyers de résistance se multiplient dans ce qui demeure l'un des pays les plus fermés au monde. Néanmoins, si Kim Jong-il devait réellement se sentir en danger, «sa première destination serait vraisemblablement la Suisse».

Un tel choix ne devrait rien au hasard. Le clan Kim est à la tête d'une fortune estimée à plus de 4 milliards de dollars, dont plusieurs centaines de millions dormiraient sur des comptes helvétiques. Et une partie de la famille se sent merveilleusement bien sur les bords du Léman et près de la capitale fédérale. Ce depuis de nombreuses années, comme en atteste notamment le dernier ouvrage de Jasper Becker, *L'Etat voyou**. Outre le tableau d'une dictature dynastique adepte du chantage nucléaire et qui a provoqué la mort de sept millions de personnes, le journaliste britannique dresse également le portrait de la famille Kim.

Trois fils du dictateur de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) ont effectué une partie de leur scolarité en Suisse. L'aîné, Kim Jong-nam, débarque à Genève en 1981. Il réside dans la cossue villa de son père à Cologny et fréquente une école internationale. Aujourd'hui trentenaire, Kim Jong-nam continue d'apprécier des escapades dans les palaces helvétiques, quand il ne séjourne pas dans les résidences familiales de Muri, Liebefeld (BE) ou Genève. Mais ses chances d'avoir un jour les pleins pouvoirs dans la dernière dictature stalinienne semblent compromises. Comme le relate Jasper Becker, l'homme s'est fait pincer en 2001 à l'immigration japonaise, muni d'un faux passeport de la République dominicaine, prétextant qu'il voulait se rendre à Disneyland. Une faute que son père ne lui aurait pas pardonnée.

Désormais, le favori à la succession serait Kim Jong-chol, le premier fils que Kim Jong-il a eu avec la dernière de ses trois épouses, Koh Young-hee, sa préférée. Kim Jong-chol, 23 ans (qui œuvre au «Département de l'agitation et de la propagande» du parti), a également suivi une partie de sa scolarité en Suisse, dans le canton de Berne. «Il y vivait incognito avec son frère cadet en tant que fils du chauffeur et intendant de l'ambassade nord-coréenne», raconte Jasper Becker. En réalité, la protection des deux garçons était assurée par Ri Tcheul, ambassadeur en Suisse et responsable de la mission auprès de l'ONU à Genève.

Considéré comme un proche de Kim Jong-il, Ri Tcheul occupe un poste clé, puisque «Berne et Genève figurent parmi les représentations étrangères les plus importantes pour la RPDC», selon un diplomate. Et pour cause: une des tâches prioritaires de Ri Tcheul consiste à alimenter les liens avec la Direction du développement et de la coopération (DDC), fidèle donateur dans un pays ravagé par plus de dix ans de famine (lire ci-contre).

La mission permanente auprès de l'ONU, «totalement disproportionnée par rapport à la taille du pays», commente un observateur, constitue quant à elle un port d'attache pour les huiles du régime de Pyongyang et autres proches de Kim Jong-il. Officiellement, la mission emploie dix personnes. Koh Young-hee est accréditée depuis plusieurs années dans les rangs de ce «personnel diplomatique», sous le nom de Chong Il-son. La troisième épouse du dictateur aurait néanmoins diminué la fréquence de ses voyages européens. Souffrante – il est question d'une tumeur cérébrale –, elle aurait, par le passé, reçu des soins dans une clinique romande. Autre attachée à la mission permanente de Genève, Pak Kum-hwa, la propre sœur du maître de Pyongyang, apprécie elle aussi le luxe occidental.

En témoigne par exemple le goût du clan Kim pour l'horlogerie helvétique. Comme le dévoile Jasper Becker, la RPDC importe des montres suisses pour des sommes astronomiques (six millions de francs en 2001, selon les chiffres de l'administration fédérale des douanes), faisant même graver des Omega au nom de Kim Jong-il.

Les périples en Suisse de membres de la famille Kim, effectués généralement sous de fausses identités, auraient-ils uniquement vocations éducative et oisive? «Il n'y a pas d'éléments vérifiables, notamment en ce qui concerne d'éventuels comptes dans les banques suisses», affirme le porte-parole de l'Office fédéral de police, Guido Balmer. En l'absence de base légale – le régime n'est pas considéré comme une menace pour la sécurité intérieure de la Suisse –, impossible d'intervenir. Il se murmure néanmoins que le Ministère public de la Confédération (MPC) serait sur le point d'agir. Car les réguliers transits par la Suisse d'hommes d'affaires et autres ressortissants nord-coréens pourraient ne pas être sans lien avec le réseau international de prolifération nucléaire du Dr Abdul Qadeer Khan, le père de la bombe atomique pakistanaise. Ce réseau bénéficiait de relais en Suisse, comme Urs Tinner, Saint-Gallois arrêté à l'automne dernier en Allemagne. Celui-ci a reconnu avoir livré de la technologie servant à l'enrichissement de l'uranium. Une source généralement bien informée relève: «Il est possible qu'une explication quant à la présence d'influents Nord-Coréens en Suisse soit mise en lumière prochainement. Pour autant que le MPC se décide à bouger...»

*«Rogue Regime, Kim Jong-il and the Looming Threat of North Korea», Jasper Becker, Oxford University Press, 2005.

La DDC fidèle au poste

Ron Hochuli

L'aide de la Direction du développement et de la coopération à la Corée du Nord se monte à 5,5 millions pour cette année.

Pendant que Kim Jong-il s'occupe de ses dizaines de maîtresses, sirote les meilleurs cognacs ou passe commande du dernier film avec Jean-Claude Van Damme, selon la description de Jasper Becker, le Programme alimentaire mondial (PAM), agence onusienne, a lancé le 9 août un nouvel appel à une aide d'urgence en faveur de la Corée du Nord. Selon différents rapports, la famine y aurait fait entre trois et cinq millions de morts depuis le début des années 90. En 2005, le PAM compte fournir des vivres pour une valeur d'environ 230 millions de francs dans un pays peuplé officiellement de 23 millions d'habitants. Mais, «déficit des donations oblige», il a été contraint d'interrompre les distributions à des centaines de milliers de personnes.

Or, à en croire d'anciens délégués de Médecins sans frontières (MSF) sur place, l'assistance fournie depuis dix ans ne bénéficie pas aux plus vulnérables. «Elle est détournée par le régime au profit de ses fidèles, voire revendue à des pays tiers», explique Marine Buissonnière, aujourd'hui secrétaire générale de MSF, organisation qui a quitté la Corée du Nord en 1998 «faute de l'indépendance nécessaire pour pouvoir réellement assister la population». L'ONG était arrivée en même temps que la Direction du développement et de la coopération (DDC), soit trois ans plus tôt.

«Objectifs stratégiques»

La coopération suisse, qui possède un bureau à Pyongyang depuis 1997, reste fidèle au poste. Cette année, son aide a été revue à la hausse, pour s'élever à environ 5,5 millions de francs. «Mais près de 5 millions sont destinés à l'aide au développement», pondère Ueli Stürzinger, chargé de programme pour la Corée du Nord. Car le but de la DDC serait désormais moins de livrer des vivres que de contribuer à relancer la production locale et de faciliter l'ouverture progressive du pays. «La présence suisse a des objectifs stratégiques, confie un observateur. A la fois sur les plans politique et économique, notamment pour favoriser, à terme, l'implantation de grandes entreprises helvétiques.»

Ueli Stürzinger préfère parler de «rôle diplomatique». A la demande des parties concernées, la Suisse pourrait jouer les intermédiaires, par exemple dans les négociations sur le programme nucléaire nord-coréen. Pour rappel, la ministre des Affaires étrangères, Micheline Calmy-Rey, avait effectué une visite officielle en Corée du Nord en 2003 et proposé les bons offices de Berne. Elle s'était notamment rendue sur la ligne de démarcation qui sépare les deux Corées, où la Suisse est active depuis 1953.